

## Annexe 4

### Notice explicative attestation *de minimis*

---

La présente notice explicative a pour vocation de vous guider dans le renseignement de l'attestation « *de minimis* » qui vous a été communiquée.

#### I- Qu'est-ce que les aides *de minimis* ?

Ces aides proviennent des règlements « *de minimis* » adoptés par la Commission européenne en vue d'encadrer et de sécuriser les aides versées par les personnes publiques (Union Européenne, État, région, département, communes et leurs groupements...) aux entités exerçant une activité économique. Il existe 4 règlements *de minimis* :

- le règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides *de minimis* « générales »
- le règlement n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides *de minimis* accordées à des services d'intérêt économique général (SIEG) prolongé par le règlement 2018/1923 du 7 décembre 2018
- le règlement n°1408/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture
- le règlement n°717/2014 du 27 juin 2014 relatif aux aides *de minimis* dans le secteur de la pêche et l'aquaculture

Les aides publiques sont en principe prohibées par le droit de l'Union Européenne en vertu du principe de libre concurrence. Cependant, par exception, certaines d'entre elles sont autorisées et notamment lorsqu'elles remplissent les conditions prévues par certains textes. Tel est le cas des aides dites « *de minimis* » en raison de leur faible montant.

La présente attestation permet de vérifier votre éligibilité à l'octroi d'une telle aide par la Région Ile-de-France<sup>1</sup> et, par conséquent, de sécuriser son attribution.

Pour les aides attribuées sur le fondement du règlement « *de minimis* » n°1407/2013 du 18 décembre 2013, le montant plafond d'aide équivaut à 200 000€ par entreprise unique sur une période de 3 exercices fiscaux (celui en cours et les deux précédents), toutes aides publiques confondues (Union Européenne, État, région, département, communes et leurs groupements)<sup>2</sup>.

Cette notion d'entreprise unique<sup>3</sup> se traduit concrètement par le fait qu'un groupe d'entreprises liées (toutes entités contrôlées en droit ou fait par une autre entité) sera considéré comme constituant une entreprise unique aux fins d'application de la règle *de minimis*.

Pour les aides attribuées sur le fondement du règlement « *de minimis* SIEG » n°360/2012 du 25 avril 2012 prolongé par le règlement 2018/1923 du 7 décembre 2018, le montant plafond d'aide équivaut, quant à lui, à 500 000€ sur une période de 3 exercices fiscaux (celui en cours et les deux précédents),

---

<sup>1</sup> Ou par le porteur XXX grâce aux fonds régionaux/européens

<sup>2</sup> Cf règles de cumul art 5 du règlement *de minimis* n°1407/2013

<sup>3</sup> Une « entreprise unique » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations suivantes :

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Les entreprises qui entretiennent au moins une des relations visées au premier alinéa, points a) à d) à travers une ou plusieurs autres entreprises sont également considérées comme une entreprise unique.

toutes aides publiques confondues sur ce règlement<sup>4</sup> ou sur un autre règlement d'aide « *de minimis* ».

Pour les aides attribuées sur le fondement du règlement *de minimis* « agricole » n°1408/2013 du 18 décembre 2013, le montant plafond d'aide équivaut à 15 000 € par entreprise unique<sup>5</sup> sur trois exercices fiscaux, toutes aides publiques confondues<sup>6</sup>.

Pour les aides attribuées sur le fondement du règlement *de minimis* « pêche et aquaculture » n°717/2014 du 27 juin 2014, le montant plafond d'aide équivaut à 30 000 € par entreprise unique<sup>7</sup> sur trois exercices fiscaux, toutes aides publiques confondues<sup>8</sup>.

## II- Que dois-je faire ?

Si vous avez, préalablement, bénéficié d'aides publiques (subvention, avance remboursable, garantie, bonification d'intérêt, prêt à taux réduit etc.), celles-ci peuvent, potentiellement, avoir été attribuées sur le fondement d'un des règlements *de minimis*.

Si tel est le cas, la mention du règlement *de minimis* concerné devrait être indiquée soit :

- sur la délibération de la collectivité vous ayant attribué l'aide.
- sur le courrier de notification de l'aide ;
- sur la convention attributive de l'aide ;
- dans le texte législatif ou réglementaire constituant la base juridique de l'aide ;

Dans le cas où une aide ne prend pas la forme d'une subvention, le montant à inscrire correspond à l'équivalent-subvention brut, calculé par la personne publique à l'origine de l'octroi de cette aide.

Renseignez l'attestation en indiquant l'identité des personnes publiques qui vous ont attribué l'aide, la date d'attribution de l'aide (date de la délibération) ou la date de demande si celle-ci n'a pas encore été traitée, le montant de chacune des aides octroyées durant les 3 exercices fiscaux (celui en cours et les deux précédents).

Attention, si vous appartenez à un groupe d'entreprises répondant à la définition d'entreprise unique<sup>9</sup> (c'est-à-dire contrôlé en droit ou en fait par la même entité), vous devrez également, dans la présente attestation, ajouter à ce montant, les aides « *de minimis* » octroyées à l'ensemble des autres entités du groupe durant les 3 exercices fiscaux correspondant.

## III- Quels sont les enjeux ?

Si l'aide attribuée par la Région fait dépasser le montant plafond autorisé par les règlements d'aide *de minimis* et leurs règles de cumul (200 000€ pour le *de minimis* général, 500 000€ pour le *de minimis* SIEG, 15 000 € pour le *de minimis* agricole, 30 000 € pour le *de minimis* pêche, sur 3 exercices fiscaux), celle-ci ne pourra être octroyée sur le fondement de ces règlements.

En l'absence d'encadrement d'une aide d'Etat ou en cas de dépassement du plafond d'aide autorisé, le juge administratif pourra enjoindre à la personne publique de récupérer les aides illégalement versées auprès du bénéficiaire.

---

<sup>4</sup> Cf règles de cumul art 2 du règlement *de minimis* n°360/2012

<sup>5</sup> Cf définition plus haut

<sup>6</sup> Cf règles de cumul art 5 du règlement *de minimis* n°1408/2013

<sup>7</sup> Cf définition plus haut

<sup>8</sup> Cf règles de cumul art 5 du règlement *de minimis* n°717/2014

<sup>9</sup> Cf définition plus haut